



MINISTÈRE DU PLAN
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT

PLAN NATIONAL STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT 2024 - 2028

Cadre des résultats



Objectif global 1 : Impulser le changement structurel de l'économie, à travers la diversification de l'économie, à l'effet de réduire la volatilité liée aux aléas des marchés internationaux de produits de base

Secteur	Produit	Indicateur	Niveau actuel	Cible
Agriculture, Pêche et Élevage	Augmentation des revenus des producteurs du manioc	Productivité moyenne du manioc (tonnes à l'hectare)	10,3	26
		Revenu moyen par agriculteur (USD)	126	450
	Augmentation de la productivité du maïs, du haricot et du soja	Nombre d'agriculteurs produisant le maïs et le soja soutenus par le gouvernement	150 000	500 000
		Productivité moyenne du maïs (tonnes à l'hectare)	0,8	2,07
		Productivité moyenne de haricot (tonnes à l'hectare)	0,77	2,2
		Productivité moyenne de Soja (tonnes à l'hectare)	0,9	2,33
	Autosuffisance en production de riz et substitution complète du riz importé d'ici 2028	Productivité moyenne du Riz (tonnes à l'hectare)	0,81	2,3
		Production annuelle de riz (millions de tonnes)	0,6	2,5
	Relance de la production de l'huile de palme	Productivité moyenne (Tonnes à l'hectare)	3	7,8
	Relance de la production du café et du cacao	Productivité moyenne du café Arabica (tonnes à l'hectare)	0,4	0,8
		Productivité moyenne du café Robusta (tonnes à l'hectare)	0,25	0,5
		Productivité moyenne du Cacao (tonnes à l'hectare)	0,3	0,6
	Réduction du coût des aliments pour poissons et bétails par l'installation des provenderies	Prix d'un sac (de 20 kg) d'aliments pour bétails (en CDF)	36 400	15 000
	Construction des centres d'alevinage et des écloséries	Prix d'un sac (de 20 kg) d'aliments pour poissons	196 000	50 000
	Introduction, multiplication et de diffusion des géniteurs améliorés	Nombre d'alevins de souche améliorée produits par an	+/- 10 000 000	100 000 000
		Nombre des alevins disséminé annuellement	Nd	Nd
	Transformation des produits d'élevage et Réduction des pertes poste capture	Nombre des géniteurs introduits par an	Nd	Nd
		Nombre de géniteurs multipliés par an	Nd	Nd
		Nombre de géniteurs améliorés vendu par an	Nd	Nd



	Prévention, surveillance et contrôle des maladies animales, épizooties et zoonoses	Quantité de fromage produite localement par an (tonnes)	120	180
		Quantité de viande transformée par an (tonnes)	24 000	50 000
		Quantité d'œufs produit par an	300 T	1000T
		Taux de perte poste capture des poissons	20%	5%
	Construction des infrastructures de pêche et d'élevage	Taux d'abattage animal contrôlé annuellement	Nd	Nd
		Nombre de marché à bétail construit d'ici 2028	Nd	Nd
		Nombre de cas des maladies animales soigné dans les cliniques et dispensaires vétérinaires d'ici 2028	Nd	Nd
	Nutrition et atténuation du changement climatique	Quantité de miel produit par an	9 000 T	15 000 T
		Quantité de chenille produit par an	300 T	800 T
		Nombre des producteurs (pêcheurs, éleveur et pisciculteurs) ayant adopté des pratiques de la production sensible à l'environnement	Nd	Nd
Mines	Mise en place d'un logiciel pour l'interconnexion de l'Administration des Mines, les Régies financières et les banques commerciales	Taux d'accroissement des recettes minières		100%
		Niveau de l'interconnexion entre l'administration de mines et les régies financières et les banques		100%
		Nombre des banques commerciales et régies financières interconnectés avec l'administration de Mines		100%
	Mise en place d'un répertoire des sites miniers	Nombres des sites répertoriés		
	Certifications des réserves et substances minières	Nombre des réserves minières certifiées		
		Nombre des substances minières certifiées		
	Création des écoles de gemmologie et taillerie des diamants	Nombre d'écoles créées	0	26
	Transformation de diamant brut	Quantité des diamants transformés ou taillés en carats	Nd	
	Renforcement des capacités des structures chargées de la protection de l'environnement minier	Nombre des structures renforcées	Nd	100
	Éradication du travail d'enfants dans les mines et sites miniers artisanaux	Nombre d'enfants travaillant aux sites miniers artisanaux	Nd	0

	Création des zones d'exploitation artisanales	Nombres des zones d'exploitation artisanale	Nd	26
	Promotion du secteur des mines en RDC	Nombre de conférences organisées	0	4
	Renforcement des capacités des exploitants artisanaux	Nombre d'exploitants artisanaux formés	0	7500
	Suivi de la traçabilité des minerais	Niveau de traçabilité	0%	100%
	Création des comptoirs	Nombre de comptoirs	0	27%
Hydrocarbures	Élaboration et mise en œuvre d'un plan stratégique de développement de la SONAHYDROC	Taux d'exécution du plan stratégique de développement	Nd	70 %
	Accélération du processus de signature des contrats d'attribution des blocs pétroliers et gaziers	Nombre des contrats d'attribution des blocs pétroliers et gaziers signés	4 blocs gaziers 0 bloc pétrolier	10 blocs gaziers 10 blocs pétroliers
	Exploitation des sables asphaltiques de Mavuma pour la production des bitumes	Nombre de contrats de signature d'exploitation	0	1
		Quantité des bitumes produits (tonnes)	0	500 000
	Règlementation de sous-secteur des biocarburants	Niveau d'élaboration de la loi sur les biocarburants	0%	100%
	Construction d'une raffinerie moderne à Moanda	Niveau de construction de la raffinerie moderne de Moanda	0%	80%
	Construction d'un pipe-line Moanda-Boma-Matadi	Niveau de construction du pipe-line Moanda-Boma-Matadi	0%	100 %
Tourisme	Accroissement de l'offre des infrastructures de base et développement des outils de contrôle de l'impact du secteur sur le développement	Infrastructures touristiques aménagées et outils développés	Nd	Nd
	Promotion du commerce touristique, du partenariat, de l'entrepreneuriat, de la coopération et des pools touristiques pour améliorer la destination RDC	Nombre de touristes par an	Nd	Nd
	Développement des stratégies de lutte contre le changement climatique dans le secteur du tourisme	Nombre de stratégies élaborées	Nd	Nd
	Développement des Zones de développement et d'expansion touristique	Nombre de zones touristiques aménagées	Nd	Nd

Industrie manufacturière	Identification et l'aménagement des sites d'implantation des Zones Économique Spéciale et de sites des parcs-agro industriels	Nombre de sites de ZES identifiés	0	5
		Nombre de sites de ZES aménagés	0	5
		Nombre de sites de parcs-agro industriels identifiés	0	5
		Nombre de sites de parcs-agro industriel aménagé	0	5
	Obtention du titre minier et de la signature du contrat foncier.	Nombre de titres miniers obtenus	0	1
		Nombre de contrats fonciers signés		
	Réalisation de l'audit technique (audit mécanique et électrique) de l'outil de production.	La capacité installée des machines	500 Sacs/jour	5 000 Sacs/jour
	La réparation du poste électrique haute tension de la CINAT.	Niveau de tension électrique de la CINAT		100%
	Mise en place d'une base des données informatisées, connectées au réseau l'OMPI	Niveau de la Base des données informatisées, connectées au réseau l'OMPI	0	1
	Installation des laboratoires assurance qualité et métrologique	Nombre de laboratoires installés	0	1
	Réalisation de l'État de lieux des différents corridors de développement industriel	Nombre de corridor de développement industriel aménagés	0	4
	Réalisation d'un état de lieux et financement des unités industrielles	Nombre d'industries relancées	0	50
	Financement des unités industrielles de recyclage des déchets industrielles	Nombre d'industries de recyclage opérationnalisées	0	6
	Formation des agents et cadres pour accompagner le processus d'industrialisation	Nombre d'Agents et Cadres formés	100	2 000
	Organisation des ateliers d'élaboration des programmes des formations adaptés aux métiers de l'industrie et de formation permettant de maîtriser les technologies étrangères pour des reproductions similaires	Nombre de programmes des formations adaptés	0	5
		Nombre de cadre formé à l'étranger		100
	Sensibilisation des industriels aux normes environnementales	Niveau de sensibilisation	0	100%

Entrepreneuriat et PME	Formalisation du secteur informel	Pourcentage de MPMEA formalisés	20%	50%
	Mise en place des dispositifs d'accompagnements des MPMEA	Nombre d'incubateurs dispositifs	3	15
		Nombre de galeries d'exposition	0	10
		Nombre de centres de développement des MPMEA	1	10
		Nombre de Coworkings	1	10
	Facilitation d'accès au financement des Micros Petites, Moyennes Entreprises et Artisanat (MPMEA)	Niveau d'accès de MPMEA au financement		85%
	Développement/ Création des marchés nationaux et internationaux	Nombre de marchés développés/créés au niveau national	1	15
		Niveau de participation aux marchés internationaux		45%
	Renforcement du cadre légal, institutionnel et appui aux organisations professionnelles (OP)	Niveau de réglementation du cadre légal	25%	75%
		Nombre d'agents formés	300	5000
		Niveau d'appuis aux Organisations Professionnelles	0%	100%
Commerce avec le reste du monde	Organisation des campagnes de sensibilisation et des formations sur les opportunités offertes par la ZLECAF et les conditions de mise en œuvre	Niveau de sensibilisation	Nd	100%
	Développement d'une stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAF	Nombre d'entreprises congolaises participant activement au commerce intra-africain	Nd	100
	Renforcement des capacités des institutions nationales et des entreprises pour qu'elles puissent tirer pleinement avantage des opportunités offertes par la ZLECAF	Nombre de personnes formées	Nd	2000
	Formation des acteurs dans les opérations à l'utilisation de la plateforme et au processus de dématérialisation	Nombre d'acteurs formés	Nd	80
	Développement d'un système de vérification et de validation des informations fournies lors de la demande du numéro import-export.	Pourcentage du système de vérification et de validation des informations	Nd	100%
		Pourcentage de demandes de numéro import-export traitées avec succès.	Nd	100%

Intégration régionale	Valorisation de la position géostratégique de la RDC et amélioration de l'image de marque de sa diplomatie économique	Montant de contributions régularisées et payées aux organismes internationaux	Nd	100%
	Amélioration de la Gouvernance diplomatique	Nombre d'antennes d'intégration régionale implantées au niveau de provinces frontalières	Nd	Maximum
	Promotion de l'émergence des projets régionaux intégrateurs et transfrontaliers	Nombre de Km de routes construites dans le cadre des projets intégrateurs	Nd	Nd

Objectif global 2 : Améliorer la qualité des Institutions et engager des réformes afin de mieux sécuriser l'ensemble du territoire national, de lutter efficacement contre la corruption sous toutes ses formes, de garantir un Etat de droit, une administration publique performante et une économie plus compétitive				
Secteur	Produit	Indicateur	Niveau actuel	Cible
Planification de développement	Accompagnement des ministères dans l'élaboration et le suivi-évaluation de leurs politiques sectorielles	Nombres de Ministères accompagnés	16	50
	Actualisation et développement des études et des outils de planification et de programmation	Nombre d'études réalisées et d'outils développés	-	Maximum
	Opérationnalisation du dispositif institutionnel du suivi de la mise en œuvre du PNSD	Nombre d'actes pris (Décret et Arrêté ministériel)	-	2
	Accompagnement des provinces dans l'élaboration de leurs Profils sur le Dividende Démographique	Nombre de provinces accompagnées	7	26
	Accompagnement des provinces dans l'élaboration de leurs plans stratégiques de développement	Nombre de provinces accompagnées	-	26
	Amélioration du système de suivi-évaluation du Plan de Développement National	Nombre de revues annuelles organisées	-	5
	Organisation du 2ème recensement général de la population et élaborer une politique nationale de la population	Rapport publié	-	-
	Élaboration et mise en œuvre de la nouvelle stratégie nationale de développement de la statistique	Stratégie élaborée	-	-

	Amélioration de la programmation des investissements publics	Montant du budget d'investissement exécuté	Moins de 30%	Plus de 70%
Gestion budgétaire	Promotion de la transparence budgétaire, participation citoyenne et la bonne gouvernance	PM	PM	PM
	Amélioration de la programmation suivant la LOFIP	PM	PM	PM
	Renforcement de la budgétisation fondée sur les politiques publiques et la crédibilité budgétaire	PM	PM	PM
	Accompagnement des sectoriels dans l'élaboration des PAP et RAP	Nombre de sectoriels accompagnés	Nd	50
	Suivi-évaluation périodique de l'exécution des programmes au regard des engagements pris dans le PAP	Nombre de processus organisés	Nd	5
	Amélioration de la gestion des marchés publics	PM	PM	PM
Gestion des finances de l'État	Amélioration du contrôle de gestion des finances publiques	Nombre de missions de contrôle organisées	Nd	50
	Renforcement du dispositif et des actions de suivi-évaluation, couplé à l'amélioration de la gestion des ressources humaines	PM	PM	PM
	Déploiement d'ISYS/REGIES et LOGIRAD	PM	PM	PM
	Poursuite de l'informatisation des bureaux de douanes	PM	PM	PM
	Renforcement de la synergie entre les régies financières par le recours à la numérisation	PM	PM	PM
	Rationalisation du régime des exonérations fiscales et douanières	PM	PM	PM
	Élargissement du nombre d'assujettis par l'identification et la catégorisation des activités informelles	PM	PM	PM
	Acquisition des caisses enregistreuses et des terminaux fiscaux	PM	PM	PM

	Mise en place du réseau comptable	PM	PM	PM
	Rationalisation de la gestion des comptes du Trésor Public	PM	PM	PM
	Informatisation de l'ensemble des opérations du Trésor	PM	PM	PM
	Amélioration des procédures d'exécution de la dépense publique intégrée de la chaîne de la dépense publique	PM	PM	PM
	Mise en place d'un cadre juridique et institutionnel cohérent et adapté	PM	PM	PM
	Amélioration des conditions d'accès au crédit et appui à l'activité bancaire	Montant du crédit accordé au secteur privé	Nd	Nd
	Assainissement et le renforcement du système monétaire, bancaire et financier.	PM	PM	PM
Économie nationale	Rationalisation des structures des prix	PM	PM	PM
	Promotion de l'inclusion de l'économie bleue et des objectifs de développement durable	PM	PM	PM
	Planification et programmation de l'exploitation optimale des espaces productifs sur l'ensemble du pays	PM	PM	PM
	Amélioration la Compétitivité de l'Économie	PM	PM	PM
	Régulation et surveillance du marché	PM	PM	PM
	Réalisation d'enquêtes Économiques	Nombre d'enquêtes organisées		12
	Formalisation du secteur informel	Nombre d'acteur informel identifié	100 000	100 000
	Renforcement de la coordination transversale des politiques de diversification de l'économie	PM	PM	PM
Gestion du portefeuille de l'État	Élaboration de la Stratégie sectorielle	Stratégie sectorielle du Portefeuille disponible	0	1
	Poursuite et finalisation de la réforme des entreprises publiques	Taux de réalisation de la réforme	50%	100%

Administration centrale	Renforcement du cadre juridique, organisationnel et fonctionnel de l'Administration	PM	PM	PM
	Amélioration de la programmation stratégique et opérationnelle de gestion de l'Administration Publique	PM	PM	PM
	Finalisation de la réforme et modernisation de la gestion des RH de l'Administration Publique	PM	PM	PM
	Promotion de l'innovation du Service Public	PM	PM	PM
	Appui à l'opérationnalisation de la Fonction Publique provinciale et locale	PM	PM	PM
	Renforcement de la participation citoyenne	PM	PM	PM
	Promotion du dialogue social	PM	PM	PM
	Promotion de la masculinité positive	PM	PM	PM
	Promotion de l'inclusion des groupes marginalisés au sein de l'Administration Publique	PM	PM	PM
Administration du territoire et décentralisation	Vulgarisation de la vision partagée et du consensus national autour du processus de décentralisation	PM	PM	PM
	Élaboration des mesures d'application des lois sur la décentralisation	PM	PM	PM
	Élaboration et mise en œuvre du programme national de renforcement de capacités de mise en œuvre de la décentralisation	PM	PM	PM
	Harmonisation des organigrammes pour les rendre conforme au nouveau texte de la décentralisation	PM	PM	PM
	Organisation de conférences annuelles de tous les acteurs de la décentralisation	PM	PM	PM



Sécurité intérieure	Gestion des Ressources humaines Matérielles	Nombre de Policiers formés dans les ECOPOL ayant suivi la formation initiale accélérée et Commissaires ACAPOL	Nd	14000 policiers, 21000 ayant suivi une formation initiale accélérée et 400 commissaires ACAPOL
		Nombre de Centres pilotes de formation de l'ENT construits en provinces	Nd	7
		PV de réception des travaux, lettre d'attribution des bureaux aux Services	Nd	Nd
	Amélioration de la gestion de la coopération et du partenariat	Un plan de mobilisation des partenaires fundraising	Nd	Nd
	Accompagnement de la réforme de la territoriale et du processus de la mise en œuvre de la décentralisation	PM	PM	PM
	Renforcement de la Gouvernance sécuritaire inclusive et participative	Document des Politiques Nationales de Gouvernance sécurité élaboré et adopté	Nd	
	Renforcement de la gestion de ressources opérationnelles	PM	PM	PM
	Renforcement de la gestion des Services Spéciaux	PM	PM	PM
	Prévention des conflits coutumiers communautaires et inter communautaires	Nombre de communautés encadrées et sensibilisées	Nd	Nd
	Résolution des conflits coutumiers communautaires et intercommunautaires	Nombre de conflits prévenus et résolus	Nd	Nd
	Identification et certification du patrimoine coutumier	PM	PM	PM
	Appui à la participation des communautés au développement	PM	PM	PM
	Amélioration des infrastructures sociales de base des entités locales	Infrastructures aménagées	Nd	Nd

	Amélioration des conditions matérielle des Peuples Autochtones Pygmées	Nombre de projets implémentés	Nd	Nd
	Accès des Peuples Autochtones Pygmées aux services sociaux de base	Nombre d'écoles et de centres de santé construits en leur faveur	Nd	10 Ecoles et 10 Centres de santé
	Facilitation la cohabitation pacifique entre les des Peuples Autochtones Pygmées et les bantous	Nombre de missions de facilitation organisées	Nd	20
	Promotion de la participation des pygmées au développement	Nombre de projets de développements implémentés	Nd	5
Défense nationale	Vulgarisation et opérationnalisation du Plan de la Réforme de l'Armée	PM	PM	PM
	Réforme de l'Armée	PM	PM	PM
	Amélioration de la gestion des Ressources Humaines, financières et matérielles	PM	PM	PM
	Développement des compétences de leadership et de management des hauts cadres de l'Armée	PM	PM	PM
	Construction, réhabilitation et équipement d'infrastructures	PM	PM	PM
	Équipement d'unités	PM	PM	PM
	Entraînements de cadres et de la troupe	PM	PM	PM
	Renforcement des capacités opérationnelles des États-Majors des Zones de Défense et des États-Majors des Secteurs opérationnels	PM	PM	PM
	Inventaire des besoins en personnel, des matériels et des équipements des États-Majors des Zones de Défense, des Secteurs Opérationnels et des unités engagées	PM	PM	PM
	Acquisition de matériels, d'équipements et d'approvisionnements	PM	PM	PM
	Acquisition d'infrastructures.	PM	PM	PM

	Organisation de formations en renforcements des capacités du personnel.	PM	PM	PM
	Acquisition de matériels et d'équipements pour les Écoles, de Centre d'Instruction et de Centre d'Entraînement	PM	PM	PM
	Création d'une école de guerre ;	PM	PM	PM
	Amélioration des conditions des stagiaires et du personnel enseignant et formation des formateurs	PM	PM	PM
Affaires étrangères	Paiement des arriérés de cotisations et des engagés locaux	Taux de contribution aux engagements sur les scènes régionales et internationales	Nd	Nd
		Droit de vote reconnu	Nd	Nd
	Acquisition des immeubles pour nos représentations	Nombre d'immeubles acquis	Nd	Nd
	Réhabilitation des immeubles dans nos représentations	Nombre d'immeubles réhabilités	Nd	Nd
	Construction es immeubles dans les terrains acquis	Nombre d'immeubles construits	Nd	Nd
	Accompagnement de la diaspora congolaise dans les initiatives et activités économiques effectuées à l'étranger et les assister à accéder aux marchés internationaux	Nombre de congolais de l'étranger ayant bénéficié de l'assistance du gouvernement	Nd	Nd
Justice	Fourniture de l'aide judiciaire pour les plus démunis(e)s et les personnes en situation de vulnérabilité	Taux de perception sur l'accès à la justice des enfants et des adultes (désagréé selon le genre)	0%	30%
	Assurance d'une aide judiciaire effective et de qualité aux enfants en conflit avec la loi, les enfants victimes et témoins, ainsi que les enfants en danger	Taux de perception sur l'accès à la justice des enfants et des adultes (désagréé selon le genre)	0%	30%
	Appui des Cliniques juridiques et des Mécanismes Alternatifs de Règlement des Conflits(MARC) par l'État	Nombre de cliniques juridiques mettant en œuvre une méthodologie commune d'intervention	0	36

	Renforcement de la Justice de proximité	Nombre d'audiences foraines (co)financées annuellement par l'État	0	24
	Amélioration de la gestion du budget du pouvoir judiciaire	Pourcentage du budget du CSM par rapport au budget total de l'État	1,8	2,17
	Renforcement de l'organisation, du fonctionnement et des méthodes du travail du CSM	Taux de mise en œuvre des recommandations publiées des Assemblées Générale du CSM	0	30%
	Assurance d'une gestion plus efficace et transparente de la carrière des Magistrats par le CSM	Existence et mise en œuvre d'un système d'évaluation actualisé	0	35%
	Amélioration de la recevabilité des magistrats dans le respect de leurs droits et dans l'indépendance du pouvoir judiciaire	Taux des recommandations de l'IGSJP mises en œuvre lors des missions d'inspection	0	30%
	Instauration d'une politique publique de la Justice axée sur les résultats	Publication d'un annuaire statistique du secteur de la Justice	0	2
	Adaptation de la politique pénitentiaire aux standards internationaux	Nombre de textes légaux et réglementaires relatifs au régime pénitentiaire validés et publiés	0	2
	Compilation, actualisation et diffusion du Droit positif	Nombre de bulletins de jurisprudence publiés	0	1
	Développement, réhabilitation et modernisation sur tout le territoire national des infrastructures et des équipements du système judiciaire et pénitentiaire	Existence d'une carte judiciaire et pénitentiaire révisée	0	60%
	Renforcement des capacités des acteurs de la Justice grâce à une offre de formation initiale et continue adaptée à leurs besoins	Taux de mise en œuvre du dispositif institutionnel de l'INAFORJ (Décret n°116/0925 du 22/07/2016)	0	60%
	Renforcement de la lutte contre l'impunité et la corruption	Pourcentage de victimes de crimes internationaux et de corruption bénéficiant d'une réparation	0	30%
	Renforcement de la protection des droits humains	Existence d'une étude sur la rationalisation de l'architecture institutionnelle des droits humains	0	60%
	Renforcement de la protection de l'enfant	Existence d'un fonds d'appui pour l'indemnisation des enfants victimes	0	50%



	Garantie des droits des personnes détenues	Taux d'occupation des prisons	600%	300%
	Réforme du cadre juridique et institutionnel relative aux Droits des affaires	Nombre de lois disponibles	0	6
	Dotation des infrastructures, équipements et matériels appropriés en faveur des Droits Humains	Infrastructures construites; matériels et équipements achetés	Nd	Nd
	Redynamisation de l'Administration des Droits Humains	PM	PM	PM
	Renforcement de l'accès public à l'information et de la protection des libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux	PM	PM	PM
	Appui logistique au renforcement des mécanismes techniques en matière des droits humains	PM	PM	PM
	Organisation des dialogues de paix dans toutes les communautés de la République	PM	PM	PM
	Redynamisation la coopération de la République Démocratique du Congo avec les mécanismes régionaux	PM	PM	PM
	Appui à l'application stricte et effective de la législation nationale en matière des droits de l'homme et des libertés fondamentales	PM	PM	PM

Objectif global 3 : Développer les infrastructures énergétiques, de transport et de télécommunication, pour une mobilité quasi parfaite et un accès large et permanent à l'électricité, à l'eau et aux TIC ; Assurer une gestion durable des terres, pour une prévention efficace des catastrophes naturelles, et s'investir dans le secteur de logement

Secteur	Produit	Indicateur	Niveau actuel	Cible
Energie	Construction des mini centrales solaires	Production en électricité (en KW)	Nd	Nd
	Finalisation et l'opérationnalisation de la maintenance d'INGA I et II	Taux d'accès à électricité (en %)	Moins de 10%	Plus de 70%
	Construction des centrales de taille moyenne et la promotion des énergies renouvelables sur toute l'étendue du territoire national	Taux d'accès à électricité (en %)	Moins de 10%	Plus de 70%
	Finalisation de la construction des centrales de KAKOBOLA, KATENDE et ZONGO II	Puissance installée en électricité (en MW)	Nd	Nd
Energie	Construction, Réhabilitation, Entretien et Modernisation des infrastructures de transport	Nombre de mètres des pistes	Nd	Nd
		Nombre de kilomètres des voies ferrées	Nd	Nd
		Nombre de ports.	Nd	Nd
	Acquisition et Entretien des Équipements et Matériels de transport	Nombre d'équipements et Matériels acquis et entretenus	Nd	Nd
	Dragage et Balisage des voies fluviales et des cours d'eau	Calaison offerte	Nd	Nd
	Actualisation du cadre légal et réglementaire du secteur	Nombre de textes actualisés	Nd	Nd
	Création et mise en place des autorités de régulation dans les sous-secteurs des transports terrestres et par voie d'eau	Nombre de structures créées	Nd	Nd
	Renforcement des capacités ou remise à niveau du personnel du secteur	Nombre du personnel renforcé	Nd	Nd
	Création du fond d'entretien des voies navigables et ferroviaire	Structure créée	Nd	Nd
	Études sur le Désenclavement du territoire national	Nombre d'Études réalisées	Nd	Nd
	Activation des postes et brigades de contrôle	Nombre de postes et brigades opérationnels	Nd	Nd

	Organisation d'une table ronde de coordination d'actions des entreprises publiques du secteur des transports	Table ronde organisée	PM	PM
	Déploiement du comité national de sûreté de l'aviation civile dans 5 aéroports internationaux de la RDC	Nombre de comités installés	PM	PM
	Élaboration du Plan national de sécurité routière	Plan national élaboré	PM	PM
Technologie d'information et de communication	Adaptation du cadre légal et réglementaire de Postes et télécommunication aux standards internationaux et leur séparation d'avec les Télécommunications en deux entités autonomes	Production des textes légaux et réglementaires du secteur des PTNTIC	80%	90%
	Adressage et codage du territoire national	Études de faisabilité	0%	50%
	Redynamisation et vulgarisation des services financiers postaux	Études de faisabilité	0%	50%
Gestion des terres	Programme 1 : Vulgarisation et application du cadre juridique	Taux de % des droits fonciers légitimes reconnus et sécurisés en milieu rural	10%	35%
	Programme 2 : Respect des engagements internationaux	Taux de % des accords internationaux à incidences fonciers réévalués	0%	5%
	Programme 3 : Renforcement de capacités de l'administration	Taux de % des terres numérisées	2%	12%
		Taux de la population ayant accès à l'information foncière	20%	40%
	Programme 4 : Décentralisation des services fonciers	Nombre des provinces ayant élaboré leurs stratégies d'intervention foncière	0	15
	Programme 5 : Coordination intersectorielle dans la gestion du foncier	Nombre des provinces ayant intégré le processus de planification spatiale dans le cadre de la sécurisation foncière	0	12
	Programme 6 : Promotion de la justice sociale	Nombre ou % de paysans ayant accès à la terre rurale	8%	17%
	Programme 7 : Gestion des incidences foncières	Nombre des provinces ayant fixés le cadre national de gestion des déplacés forcés	0	14

	Programme 8 : Participation publique et accès au foncier	Nombre des provinces ayant fixés un cadre national pour garantir l'acceptabilité sociale des politiques, plans, programme et projets fonciers ou à incidences foncières	0	12
	Programme 9 : Foncier, croissance économique et réduction de la pauvreté	Nombre des provinces ayant fixés le cadre des zones spécifiques à la réalisation d'investissements immobiliers, agricoles et industriels productifs	0	16
	Programme 10 : Foncier et durabilité environnementale	Nombre des provinces ayant mis en place un cadre pour assurer le respect de tous les mécanismes procéduraux de protection de l'environnement en collaboration avec l'ACE	0	17
Eau et assainissement	Poursuite de la construction, la réhabilitation et la modernisation des réseaux de distribution d'eau	Taux de desserte en eau potable (en %)	33%	45%
	Poursuite des raccordements sociaux en faveur des ménages	Production d'eau potable (en m3)	15%	50%
	Réhabilitation et la création de nouveaux centres de production de l'eau potable dans tous les chefs-lieux de provinces et autres villes secondaires.	Nombre de centres créés	20%	50%
Logement	Identification, sécurisation et titration des biens et immeubles du domaine privé de l'État sur toute l'étendue du pays	Nombre d'immeubles sécurisés	69 certificats d'enregistrement	75%
	Réhabilitation des immeubles du parc immobilier privé de l'État	Taux de contribution des immeubles au budget national	1%	10%
	Opérationnalisation du Guichet Unique de Permis de Construire (GUPEC) sur toute l'étendue de la république	Taux de contribution au budget national	23% (6 provinces)	50%
	Opérationnalisation du Fonds National de l'Habitat (FONHAB)	Taux d'exécution budgétaire	Mise en place des animateurs	100%
	Opérationnalisation de l'Agence Congolaise de Promotion Immobilière (ACOPRIM)	Nombre des cités construites	Mise en place des animateurs	100%
	Construction des logements décents et abordables (sociaux)	Nombre des logements produits	Mise en place d'une institution	10%
	Élaboration des plans de développement de chefs-lieux des provinces	Nombre de plans de développement applicables	Existence de 5 PDU	57%
	Projet d'extension de la ville de Kinshasa	Nombre de nouveaux quartiers créés	Existence du projet	30%

Objectif global 4 : Prioriser des activités facilitant le développement humain, par un accès massif aux services sociaux de base				
Secteur	Produit	Indicateur	Niveau actuel	Cible
Enseignement primaire, secondaire et technique	Pilotage de la stratégie et coordination administrative du Ministère	Pourcentage des structures centrales et provinciales ayant produit le Plan d'Action Opérationnel	66.3%	100%
		Pourcentage des établissements scolaires pris en charge par le Trésor	90%	100%
	Encadrement pédagogique et gestion administratives des structures	% des visites pédagogiques effectuées par l'Inspecteur des visites	20%	60%
	Administration scolaire	Indice de parité au primaire	0.9	1
		Indice de parité au secondaire	0.8	1
	Enseignement et Vie de l'élève	Taux brut de préscolarisation	8.6%	17%
		Nombre d'écoles primaires disposant de cantine scolaire	250	10 000
		Taux Brut de scolarisation au primaire (TBS)	113.4	105%
		Taux brut de scolarisation (TBS) au secondaire	58,10%	80,80%
		Ratio manuel/élève	11	1
	Infrastructures et équipement	% d'écoles construites	ND	100%
		% des Établissements équipés (écoles et administrations)	ND	60%
	Évaluation certificative	Taux de réussite à l'examen d'État	78%	90%
		Pourcentage d'enfants ayant réussi aux épreuves de mathématique à l'ENAFEP	64,90%	90%
		Pourcentage d'enfants ayant réussi aux épreuves de français à l'ENAFEP	64,10%	90%
	Formation des enseignants	Pourcentage des enseignants formés	5%	60%
		Pourcentage des éducateurs/éducatrices formés	11%	50%

Enseignement technique, formation professionnelle et qualifiante	Acquisition des équipements et mobiliers pour les infrastructures de formation professionnelle dans les provinces ciblées	Nombres des marches d'acquisitions des équipements et immobiliers pour 26 Provinces	3500	3000
	Acquisition des kits et matériels pour la formation ambulatoire	Nombres des marches Acquisition des kits et matériels pour 26 provinces	3000	2500
	Acquisition des kits pour accompagnement de sortants à insertion	Nombres des marches Acquisition des kits pour l'insertion pour 26 provinces	3000	2500
	Réinsertion des adolescents et adolescentes des familles déplacées de guerre de KAMUENA NSAPU (Kasaï – Central)	Nombres des adolescents à la réinsertion pour Kasaï-centre	1000	850
	Construction des écoles du cycle professionnel et centre de formation professionnelle	Nombres des écoles professionnelles pour les 26 provinces	368	200
	Construction des infrastructures de formation professionnelle dans les provinces	Nombres des infrastructures pour les 26 provinces	145	135
	Construction d'un siège chambre des métiers à Kinshasa	Nombre de chambre de métiers construit	1	1
	Construction Hangar du centre de formation professionnelle au centre de rééducation à Luzumu dans le Kongo-Central	Nombre Hangar	5	5
	Construction hangar du centre de formation professionnelle au centre du CPRK de Kinshasa/ Makala	Nombre Hangar	5	5
	Réhabilitation des infrastructures de formation professionnelle dans les provinces	Nombres des infrastructures pour les 26 provinces	500	300
	Collecte des données SIGE (Système d'Information de Gestion de l'Éducation) / FPM	Nombres provinces éducationnelles	30	25
	Organisation des chambres de métiers	Nombres des provinces éducationnelles	30	25
	Distribution des manuels de formation professionnelle de manières équitable, conformément au programme national	Nombres des manuels	5000	4200
	Élaboration des programmes de formation professionnelle selon les filières.	Nombres des programmes	5000	3000



	Formation et renforcement de capacité des formateurs.	Nombres des formateurs	1000	750
	Promotion à l'offre de la formation professionnelle.	Nombres d'ateliers pour les 26 provinces	52	40
	Allocation des crédits budgétaires conséquents à la formation continue, au recyclage des formateurs, du corps des inspecteurs et la formation aux TIC.	Nombres des inspecteurs formés	1000	950
	Acquisition des tracteurs aux centres de formation de DUMI	Nombres des tracteurs	500	300
	Analyse et prospection de besoins en Formation Professionnelle et en apprentissage des Métiers des jeunes dans les 30 Provinces éducationnelles	Nombres des formations	300	200
	Mise en œuvre des normes d'agrément et création des établissements de Formation Professionnelle et d'apprentissage des Métiers dans les 30 provinces éducationnelles	Nombres d'agréments	3000	2000
	Mise en œuvre des Formations Professionnelles et d'apprentissage des Métiers en ligne pour la résilience aux catastrophes Sanitaire et Naturelle.	Nombres des sites	2	2
	Construction un immeuble abritant les services du ministère (cabinet et administration)	Nombre	1	1
	Construction et équipement des centres d'excellence de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers dans les provinces de Kinshasa (Maluku) et Kasai-Oriental (Mbuji-Mayi)	Nombres des centres d'excellences	2	1
	Mise en place du cadre National de Qualification et Certification	Nombre	1	1

Enseignement supérieur et universitaire	Organisation des audits organisationnels et de viabilité des EESU publics et privés	Pourcentage d'Établissements non viables	29%	24%
	Généralisation de l'application des outils de gestion numérisés dans les EESU	Pourcentage d'Établissements du secteur public utilisant la plateforme « OptAcadémia »	2%	87%
	Consolidation du système LMD	Nombre des descripteurs des Unités d'Enseignement des niveaux Licence et Maîtrise élaborés dans les 8 domaines de formation	1 345	15 890
		Pourcentage d'Enseignants formés aux approches pédagogiques innovantes et à l'évaluation selon le système LMD	12%	15%
		Pourcentage de gestionnaires des EESU formés aux techniques modernes de gouvernance	9%	45%
		Pourcentage d'Établissements ayant organisé des séances d'information et de sensibilisation des étudiants sur le système LMD	0,26%	25%
	Promotion de l'Assurance-Qualité	Pourcentage d'Établissements ayant réalisé une auto-évaluation institutionnelle au moyen du référentiel de l'ANAQ	1%	42%
		Pourcentage d'Établissements du secteur public ayant réalisé une auto-évaluation validée par l'ANAQ	6%	42%
		Pourcentage d'universités publiques ayant été évalué par une agence d'Assurance qualité externe	3%	29%
	Couverture du déficit en infrastructures, équipements et matériels didactiques	Nombre de salles de cours construites et/ou réhabilitées	640	898
		% des laboratoires dotés en équipements et matériels didactiques	9%	38%
	Numérisation de l'Enseignement Supérieur et Universitaire	% d'Établissements connectés à la fibre optique nationale	5%	9%
		% d'Établissements disposant d'un écosystème numérique	0%	5%
	Renouvellement des ressources professorales	Nombre d'étudiants pour un professeur	140	113
		% d'enseignants qualifiés ayant bénéficié d'un congé sabbatique	0%	8%

	Revitalisation de la recherche scientifique universitaire	Nombre de thèses de doctorat soutenues	498	1723
		Nombre des laboratoires dotés en équipements de recherche	0%	5%
		Nombre d'articles scientifiques publiés dans les revues internationales indexées	300	390
		Nombre de brevets d'invention obtenus	0	5
Recherche scientifique et innovation technologique	Amélioration du cadre institutionnel pour une meilleure gouvernance du secteur.	Nombre de textes	2	6
	Développement d'un système d'information statistique en science, technologie et innovation (STI)	Nombre d'enquêtes STI	1	6
	Développement des ressources humaines	Nombre de chercheurs qualifiés	206	306
		Nombre de chercheuses	160	286
		Nombre de chercheurs de la diaspora impliqués	ND	25
	Renforcement du financement de la recherche et de l'innovation	Dépenses publiques et privées consacrées à la R-D en pourcentage du PIB	0,43% 11 chercheurs en ETP	0,80% 40 chercheurs en ETP
	Renforcement des ressources matérielles : (infrastructures immobilières et équipements) de Centres et Instituts de recherche	Nombre d'institutions de recherche bénéficiaires d'équipements	4	22
		Nombre d'institutions de recherche bénéficiaires de la réhabilitation	1	50
		Nombre d'institutions de recherche bénéficiaires de bâtiments construits	2	10
	Formulation et mise en œuvre des programmes de recherche dans les domaines prioritaires	Nombre de programmes de recherche	Nd	8
	Promotion du système national de l'innovation	Nombre d'actions de promotion et soutien à l'innovation	1	4
		Nombre d'innovations bénéficiaires d'appui financier	45	61
	Valorisation et diffusion des résultats de recherche	Publication des résultats de recherche		

Santé publique	Amélioration des conditions de l'offre des soins et services de santé de qualité	Taux d'utilisation des services curatifs des centres de santé	40%	75%
		Taux de disponibilité des médicaments	50%	85%
		Proportion des paiements directs des soins de santé par les ménages	93%	85%
	Intensification de la vaccination de routine	Proportion d'enfants de 12 à 23 mois complètement vaccinés	41,50%	64%
	Opérationnalisation du programme de gratuité des accouchements et soins des nouveaux nés	Ratio de la mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes	547	478
		Taux de mortalité néonatale pour 1000 naissances vivantes	23	20
	Suivi de la croissance des enfants de moins de 5 ans	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1000 naissances vivantes	88	60
	Intensification de la lutte contre les épidémies	Proportions des épidémies ripostées dans les 48 heures	42	80
Travail et emploi	Amélioration de l'employabilité des populations ciblées et la formation professionnelle	Personnes en âge de travailler	54,1	58,4
	Accroissement de l'offre d'emploi décent et développer le secteur privé	Personnes hors main-d'œuvre	18,7	18,9
		Main-d'œuvre (population active)	35,4	39,5
	Promotion de l'entreprise du type moderne par la formalisation de l'économie informelle et sa modernisation	Personnes en emploi	31,4	35,9
		Nombre de chômeurs	4	3,6
	Organiser le système d'information et améliorer la gouvernance du marché du travail	Taux d'activité	67,6	72,6
		Taux d'emploi global	58	67,2
		% d'emplois formels	10	25
		% d'emplois informels	90	75
		Taux de chômage (lu1%)	20	10

Protection sociale	Élaboration de la Politique sectorielle de Protection Sociale	Nombre de documents de politique sectorielle adoptés au Conseil des Ministres ;	0	1
	Élaboration des stratégies sectorielles de mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection Sociale	Nombre des stratégies sectorielles élaborées et approuvées	0	2
	Formation des cadres du niveau central et provincial (protection sociale ; santé et sécurité au travail ; assurance sociale ; ressources humaines ; planification et suivi ; etc.)	Nombre de cadres du niveau central et provincial formés par thématique de formation avec certification	10	260
	Organisation des missions d'échange d'expérience et de collaboration à l'étrangers sur le curricula de formation des médecins conseils et mise en œuvre de l'AMO en vue d'améliorer la demande des soins de santé	Nombre de missions d'échange d'expérience effectuées à l'étranger par pays	0	7
	Acquisition des équipements informatiques pour la prévoyance Sociale (SG+26 Div. Prov.) : Lap top, Imprimantes multi fonction, stabilisateurs, box 1T, onduleurs)	Quantité d'équipements informatiques acquis pour les services.	-	-
	Acquisition des mobiliers du bureau pour la Prévoyance Sociale (SG+26 Div. Prov.)	Quantité de mobiliers de bureau acquis pour le SGPS	-	-
	Acquisition des terrains pour le FSS à Kinshasa et dans 26 provinces	Nombre de terrains acquis pour le compte du FSS par an	0	20
	Construction des bâtiments pour le FSS à Kinshasa et Provinces	Nombre de bâtiments construits pour le FSS par an	0	10
	Élaboration d'un état des lieux sur les ressources financières du secteur et d'une stratégie sectorielle de mobilisation des ressources (étude)	Plan Stratégique de mobilisation des Ressources Financières du secteur	0	1
	Réalisation des missions conjointes (SGPS, DGRAD, IGT) de mobilisation des recettes pour la section 63 « Prévoyance Sociale »	Nombre des missions conjointes de mobilisation des recettes effectuées par an	1	5
	Revue annuelle des stratégies sectorielles avec les partenaires techniques et financiers	Nombre de revue annuelle des stratégies sectorielles	0	5

	Installation des structures faitières des mutuelles de santé prévues par la Loi n°17/002 sur la mutualité en provinces, y compris les organes de gouvernance et contrôle des mutuelles	Nombre des provinces disposant des faitières des mutuelles (Fédération, Union, Réunion)	0	20
	Réalisation des Études sur la catégorisation de la population pour envisager les options de financement des soins de santé universels du point de vue de la demande	Rapport de l'étude sur la catégorisation du secteur informel par province	0	5
	Élaboration de la cartographie nationale des risques professionnels en RDC	Cartographie nationale des risques professionnels	0	1
	Réalisation des études actuarielles pour le montage du modèle assurantiel en RDC à mettre en œuvre par le FSS	Rapport des études actuarielles	0	1
	Élaboration des mesures d'application de la Loi n° 17/008 du 08 février 2017 sur la mutualité	Nombre de textes réglementaires d'application signés	2	10
	Élaboration des mesures d'application de la Loi n° 18/035 sur la santé publique telle que modifiée et complétée à ce jour par l'O-L n°23/006 notamment sur l'opérationnalisation des assurances maladie obligatoire	Nombre des textes règlementaires d'application de l'O-Loi n°23/006 signés par les autorités compétentes	0	15
	Institutionnalisation du métier de médecin conseil des assurances en santé en RDC	Nombre de textes réglementaires de mise en place du métier de médecin conseil	1	3
		Nombre de médecins conseils formés par an.	73	250
	Opérationnalisation par le Fonds de Solidarité de Santé des régimes d'assurance maladie obligatoire dans toutes les provinces	Nombre d'agents publics couverts	0	2,3M
		Nombre de travailleurs soumis par le code du travail	0	1,5M
		Nombre d'élèves et étudiants couverts	0	30,1M
		Nombre des travailleurs de l'économie informelle couverts	0	6,5M
	Extension du programme de prise en charge médicale aux personnes économiquement faibles et vulnérables par le FSS dans le cadre de la CSU	Nombre de femmes enceinte, accouchées et nouveau-né pris en charge par le programme par province	5.183 accouchées (ville de Kinshasa)	3,1M
		Nombre d'indigents et vulnérables pris en charge par le programme par province	0	8,7M



Protection sociale	Implémentation des infrastructures sportives à travers les provinces (stades nationaux)	Nombre d'infrastructures sportives	4	9
	Implémentation des infrastructures sportives à travers les 145 territoires	Nombre d'infrastructures sportives	?	100
	Relance de pratique obligatoire des activités physiques et sportives à l'EPST	Nombre de séances de pratique des activités physiques et sportives à l'EPST	0	5
	Relance de la pratique obligatoire des activités physiques et sportives dans les enseignements supérieur et universitaire	Nombre de séances de pratique des activités physiques et sportives dans les enseignements supérieur et universitaire	0	5
	Relance de la pratique obligatoire des activités physiques et sportives dans la police/armée	Nombre de pratique des activités physiques et sportives dans la police/armée	0	5
	Régularisation de la situation administrative des structures du mouvement sportif	Nombre d'arrêté du Ministre portant délégation du pouvoir	?	50
	Relance des jeux congolais et provinciaux	Séances d'organisation des jeux congolais	0	2
		Séances d'organisation des jeux provinciaux	0	2
	Promotion des sports de masses	Séances d'organisation de sports de masses	0	2
	Promotion des sports féminins et des personnes avec handicap	Séances d'organisation de sports féminin	0	2
		Séances d'organisation des personnes avec handicap	0	2
	Vulgarisation des textes légaux et réglementaires dans tout le pays	Séances de vulgarisation sur les textes légaux et réglementaires dans tout le pays	0	52
	Renforcement des capacités morale, technique et civique des athlètes, des dirigeants sportifs et du personnel administratif du ministère	Nombre d'atelier de renforcement des capacités	0	5
	Promotion dans l'opinion de la pratique et de la consommation des loisirs sains	Nombre des séances de vulgarisation sur les loisirs	0	5
	Implémentation des structures d'appui prioritaires par les états généraux de 2022	Nombre de structures d'appui implémenté	0	5

Culture et arts	Renforcement des capacités institutionnelles au niveau national, provincial et local	PM	PM	PM
	Protection et promotion culturelle	PM	PM	PM
	Promotion et protection de la propriété intellectuelle	PM	PM	PM
	Sauvegarde du patrimoine culturel matériel et immatériel	PM	PM	PM
	Développement d'une culture-éthique nationale	PM	PM	PM
Questions liées au genre	Renforcement des capacités humaines et institutionnelles	PM	PM	PM
	Renforcement du pouvoir économique de l'autonomisation de femmes	PM	PM	PM
	Promotion et protection de la famille, de la femme et des droits de l'enfant	PM	PM	PM
Jeunesse, Initiation à la Nouvelle Citoyenneté et Cohésion Nationale	Renforcement des capacités des agents pour un meilleur accompagnement des jeunes	Nombre d'agents renforcés	Nd	4865
	Constitution d'un répertoire des textes légaux du Ministère	Nombre de textes légaux	10	500
	Dotation du Ministère de la Jeunesse des outils informatiques adaptés à la Technologie de l'Information et de la Communication (TIC) ainsi que les moyens de locomotion	Nombre d'outils informatiques	5	165
		Nombre de moyens de locomotion	0	30
	Construction des bâtiments administratifs	Nombre de bâtiments construits	0	27
	Réhabilitation des bâtiments administratifs	Nombre de bâtiments réhabilités	1	10
	Sécurisation des patrimoines du Ministère de la Jeunesse	Nombre de patrimoines	Nd	274 Titres de propriété
	Construction des infrastructures d'accompagnements (CRP, CPA, BA, MJ) des jeunes	Nombre d'infrastructures construits	Nd	145 centres et maisons construits
	Réhabilitation des infrastructures d'accompagnement (CRP, CPA, BA, MJ) des jeunes	Nombre d'infrastructures réhabilités	Nd	270 centres et maisons réhabilités



	Formation des encadreurs des adolescents et jeunes sur la nouvelle citoyenneté	Nombre d'encadreurs formés	Nd	Nd
	Renforcement de la sensibilisation des adolescents et jeunes sur les différentes maladies transmissibles	Nombre d'adolescents et jeunes sensibilisés	Nd	Nd
	Amélioration de l'encadrement et l'accompagnement des mouvements associatifs des jeunes par le Ministère de tutelle	Nombre de mouvements encadrés et accompagnés	Nd	250 Mouvements
	Renforcement de capacité institutionnelle et technique des agents administratifs, des leaders des mouvements associatifs des jeunes et des membres du cabinet du ministère de tutelle	Nombre d'agents, leaders et membres du cabinet formés	Nd	Nd
	Subventionnement de manière conséquente des Mouvements Associatifs des Jeunes avec les moyens du Ministère de tutelle	Nombre de mouvements associatifs subventionnés	Nd	Nd
	Renforcement des capacités des formateurs et des jeunes en entrepreneuriat, volontariat et partenariat	Nombre de formateurs et jeunes renforcés	Nd	78 000 jeunes
	Appui des jeunes à la création des Start Up	Nombre de Start Up créés	Nd	Nd
	Accompagnement des jeunes à la recherche de fonds	Nombre de jeunes accompagnés	Nd	Nd

Objectif global 5 : Prioriser les activités qui garantissent la durabilité du développement notamment celles qui contribuent à l'atténuation des effets du changement climatique ainsi qu'à l'adaptation aux effets de ce changement déjà présents (inondations, érosions, glissements de terrain, chaleurs, sécheresse...)

Secteur	Produit	Indicateur	Niveau actuel	Cible
Environnement	Mise en place d'une charte nationale d'environnement et du développement durable	Charte nationale environnementale mise en place	PM	PM
	reconstitution des bases imposables de tous les établissements classés, y compris dans le secteur minier	Nombre de bases imposables reconstitués	PM	PM
	Organisation des enlèvements, des traitements et recyclage des déchets de tout genre	Nombre d'usines de traitement de déchets	PM	PM
	Élaboration de la politique forestière nationale pour la RDC	Politique forestière nationale pour la RDC élaborée	PM	PM
	Finalisation du processus de levée du moratoire sur l'octroi des nouvelles concessions forestières sur adjudication et conduite de l'expertise sur la Gouvernance forestière	Processus de levée du moratoire sur l'octroi des nouvelles concessions forestières sur adjudication et conduite de l'expertise sur la Gouvernance forestière finalisé	PM	PM
	Elaboration de la stratégie sectorielle de l'environnement	Stratégie sectorielle de l'environnement élaborée	PM	PM
	Organisation des campagnes de lutte contre les feux de brousse	Campagnes de lutte contre les feux de brousse organisées	PM	PM
	Appui et Implication des communautés locales dans la gestion des aires protégées	Nombre de séances organisées	PM	PM
	Organisation du Monitoring sur l'amélioration de la gestion des aires protégées	Nombre de séances organisées	PM	PM
	Élaboration de la politique nationale sur les Changement Climatique	Politique nationale sur les Changement Climatique élaborée	PM	PM

Développement rural	Renforcement de la coordination des activités en matière de développement des milieux ruraux	Nombre de textes légaux visant le renforcement de la coordination en milieu rural	PM	PM
	Finalisation de la stratégie sectorielle	Stratégie sectorielle finalisée	PM	PM
				PM
	Conception d'un modèle d'habitat type et modernisation de l'habitat en milieu rural	Modèle d'habitat type en milieu rural élaboré	PM	PM
	Aménagement des infrastructures d'hydraulique rurale	Nombre d'infrastructures hydrauliques construites	PM	PM
	Construction des routes et des pistes rurales	Nombre de routes et pistes rurales construites	PM	PM
	Aménagement et attractivité des quais d'accostage	Nombre de quais d'accostage aménagés	PM	PM
	Réhabilitation des routes de desserte agricole	Nombre de routes de desserte agricole réhabilitées	PM	PM
	Modernisation des pratiques et techniques de production à travers l'identification et la promotion des chaînes de valeurs	Nombre de centres de formation agricole en milieu rural	PM	PM
	Création des structures d'appui à l'entrepreneuriat rural et d'incubateur d'entreprises	Nombre de structures d'appui à l'entrepreneuriat en milieu rural	PM	PM
Développement équilibré des provinces	Acquisition d'équipement de récolte et de transformation	Nombre d'équipements de récolte et de transformation	PM	PM
	Construction des infrastructures de l'électrification rurale	Nombre de centrales construites en milieu rural	PM	PM
	Construction des ouvrages hydrauliques en zones rurales	Nombre d'ouvrages hydrauliques construits	PM	PM
	Développement de chaînes de valeur agro-sylvo-pastorale	Nombre de chaînes de valeur développées	PM	PM
	Planification et gestion du développement local	Nombre de Plans d développement élaborés	PM	PM
	Mise en place d'un système statistique provincial et coopération interprovinciale	Nombre de structure de statistique et de coopération mises en place	PM	PM

PLAN NATIONAL STRATÉGIQUE
DE DÉVELOPPEMENT
2024 - 2028

Cadre des résultats



MINISTÈRE DU PLAN
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT

